

Zeitschrift: The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK

Herausgeber: Federation of Swiss Societies in the United Kingdom

Band: - (1923)

Heft: 128

Rubrik: Home news

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

The Swiss Observer

Telephone: CITY 4603.

Published every Friday at 21, GARLICK HILL, LONDON, E.C. 4.

Telegrams: FREPRINCO, LONDON.

No. 128

LONDON, NOVEMBER 17, 1923.

PRICE 3d.

PREPAID SUBSCRIPTION RATES

UNITED KINGDOM	{ 3 Months (13 issues, post free)	3/6
AND COLONIES	{ 6 "	6/6
	{ 12 "	12/6
SWITZERLAND	{ 6 Months (26 issues, post free)	Fr. 7.50
	{ 12 "	14.-

(Swiss subscriptions may be paid into Postcheck-Konto: Basle V 5718.)

HOME NEWS

The tension in the Free Zones controversy has been somewhat relieved by the categorical reply of the French Government, refusing to withdraw the decree which arbitrarily abolishes the free zones; M. Poincaré, however, assures the Federal Council that this action does not in the least prejudice future deliberations, and is merely meant to put an end to a difficult situation imposed on the populace of the zones (this difficult situation has, of course, been in existence ever since the years 1815 and 1816). Although the dispute seems to have been dealt with and brought to an end in M. Poincaré's own fashion, the Swiss Government is invited to submit new proposals; and if further efforts at finding a mutually acceptable solution prove abortive, the French Premier will not refuse to refer the question to a tribunal. The Federal Council has lost no time, and the following note, in the nature of a protest, was handed last Monday to the French Government by our Minister in Paris:

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 7 de ce mois relative à la question des zones franches et de transmettre à Votre Excellence la réponse de mon gouvernement.

Par sa note du 30 octobre dernier, le Conseil fédéral avait posé ces deux questions, dont il devait faire dépendre la reprise des négociations:

1. Le gouvernement français est-il disposé à suspendre l'application de la loi française du 16 février 1923 pendant la durée de nouvelles négociations?

2. Est-il disposé à examiner des propositions suisses qui ne comporteraient pas l'établissement du cordon douanier français à la frontière politique?

La réponse à la première question a été négative. Le transfert annoncé est aujourd'hui un fait accompli. Si même ce fait ne constitue pas, dans l'intention du gouvernement français, un moyen de pression, il n'en crée pas moins une situation qui, d'une part, est contraire à ce que la Suisse estime être son droit et, d'autre part, est inconciliable avec l'existence d'une zone franche, but essentiel que le Conseil fédéral poursuivait dans la négociation.

Ces deux considérations sont déterminantes. Le Conseil fédéral avait protesté par avance contre toute tendance de modifier la structure douanière des zones conventionnelles, aussi longtemps que, par négociation directe ou par une procédure arbitrale, l'accord prévu à l'article 435 du traité de Versailles n'aurait été réalisé. Le gouvernement de la République a cru pouvoir passer outre à cette protestation.

Le Conseil fédéral a le devoir de renouveler, au nom du peuple suisse tout entier, sa protestation solennelle. Il doit proclamer en même temps que lorsque la question se trouvera portée devant des arbitres, ceux-ci n'auront à la juger que d'après les normes du droit, la décision du gouvernement français devant être considérée comme un fait juridique inopérant.

La réponse à la deuxième question n'est pas, dans la forme du moins, absolument négative, mais elle fait apparaître clairement un fois de plus, que les deux parties demeurent irrésolument divisées sur le sens et la portée qu'il convient d'attribuer à l'article 435 du traité de Versailles.

Une telle constatation ne saurait provoquer aucune surprise, après que les controverses de près de cinq années n'ont pu éliminer cette divergence d'interprétations source même de toutes les difficultés. Les traités de 1815 et de 1816 ont conféré à une petite portion de territoire étranger confinant au territoire suisse, la nature et les caractères d'une zone franche. Les produits qui entrent de Suisse dans cette zone ne peuvent être frappés par des droits de douane. C'est dans cette "franchise" que consiste le régime des zones du Pays de Gex et de la Haute-Savoie. Dès que la France porte son cordon douanier et effectue des opérations douanières à la frontière politique, le régime des zones franches est altéré dans son essence, c'est-à-dire qu'il cesse d'exister comme tel.

Le Conseil fédéral est prêt à innover pour adapter ce régime aux circonstances actuelles. Il répète qu'il est disposé à substituer au droit que la Suisse tire des traités anciens, un droit nouveau, fondé sur l'engagement que prendrait la France de créer une nouvelle zone franche ou d'accéder sur son territoire. Il envisage aussi la possibilité d'accorder aux populations de cette zone une réciprocité équitable, aux conditions et dans les limites qui auraient fait l'objet de négociations. Il ne saurait cependant se prêter son gré à la substitution au régime des zones d'un autre régime, pouvant sans doute présenter certains avantages, mais dont l'inconvénient essentiel serait d'entraver les échanges de Genève, notamment avec les régions limitrophes, puisqu'il interposerait entre celles-ci et celle-là une ligne serrée d'agents douaniers.

Le gouvernement suisse est ainsi plus que jamais persuadé que seul un arbitrage pourra assurer une solution de la question. Aussi a-t-il appris avec une grande satisfaction que le gouvernement français, non seulement ne refuse pas cette procédure, mais qu'il la considère comme allant de soi. Le gouvernement français ajoute, il est vrai, que le recours à cette procédure ne devrait être envisagé que pour le cas où la suite des négociations démontrerait l'impossibilité d'arriver à un accord par négociation directe.

Cette impossibilité est malheureusement déjà démontrée. Ce n'est certes pas l'esprit de conciliation

qui fait défaut chez les parties; l'opposition, en effet, réside dans les choses elles-mêmes. Les parties acceptent loyalement la sentence quelle qu'elle puisse être. Par dessus tout, le Conseil fédéral, interprète fidèle du peuple suisse, attache du prix à ce que le différend surgi entre la République française et la Confédération suisse soit résolu dans les formes et par les moyens du droit. Il estime que l'exemple qu'offriraient ainsi au monde deux Etats amis, membres de la Société des Nations, égaux en droit, mais inégaux quant à leurs forces matérielles, ne serait pas un exemple perdu.

Le Conseil fédéral ne doute pas que le gouvernement français veuille entrer sans réserve dans la voie de l'arbitrage. Il donne sa préférence, comme il l'a déjà fait savoir précédemment à l'instance judiciaire de la Haye. Les origines de la Cour permanente de justice internationale, ses fonctions naturelles et le prestige dont elle jouit légitimement une telle préférence. Il resterait convenu que la tâche des juges ou des arbitres se limiterait à définir le sens et la portée de l'article 435 du traité de Versailles, en relation avec les traités de Paris et de Turin.

Dès que le gouvernement français aura donné son adhésion à la procédure judiciaire ou arbitrale ainsi envisagée, le Conseil fédéral s'empressera de se mettre en rapports avec lui, pour fixer d'un commun accord le texte du compromis.

In the elections for the Geneva Grand Conseil, last Sunday, the parties of the Left slightly increased the number of their seats, holding, out of a total of one hundred, 52 mandates (Socialists 29, Radicals 23). A new party, entirely independent, whose main object is the sanitation of Geneva finance, has sprung up under the name of "Union de défense économique" and has secured no less than 24 seats at the expense of the Democrats.

By an overwhelming majority the electors of the canton Ticino sanctioned the official proposal for granting a tax-free rebate of Frs. 2,000 to those in receipt of fixed wages or salaries.

A statement appears in the Swiss press to the effect that Mr. Lloyd George will be giving a number of lectures in Switzerland at the beginning of next year.

Next year's "Tir Fédéral" (Schweiz. Schützenfest), which takes place at Aarau, has been fixed to commence on July 18th; August 1st has been earmarked as a special day for the Swiss arriving from abroad.

The first snow this season fell on Thursday, Nov. 8th, near Berne, Basle and Zurich, temporarily dislocating the telephone and telegraphic service in certain districts.

In consequence of an unusual influx of German nationals, resulting from present conditions in that country, the Swiss authorities have deemed it necessary to subject the granting of visés to certain restricting formalities.

At the Conradi trial in Lausanne the details and motives of the murder seem to be of secondary importance, the pleadings dealing chiefly with the history and deeds of Bolsheviki Russia. Dr. Georges Lodigensky, chief of the old Russian Red Cross, in whose employ Polouvine (accused of helping and encouraging Conradi) was at the time of his arrest, gave a heart-rending account of the conditions prevailing and the atrocities committed during the struggle for hegemony between the Red and White armies. Another witness, M. Croisier, the editor of the *Feuille d'avis de Montreux*, was severely heckled by prosecuting counsel and threatened with proceedings under the Federal penal code for having stated in the witness box, *inter alia*, that he approved of the murder and that, if he had been approached by Conradi for financial support in order to commit the crime, he would have acceded to his request the same as he would offer his help to anybody else bent on imitating Conradi's act. Conradi's mother and relatives, as well as other witnesses resident in Russia, testify to the agonies and tortures to which they and other foreigners had been exposed without the slightest provocation. A confrontation between two opposing Generals, Vladimir Crayter and Dostovaloff, led to a dramatic scene, in which each accused the other of having appropriated for his own use certain sums entrusted to him. The tragic and unrefuted testimony of the many witnesses could not but rouse the spirit of those present and the people of Lausanne, and the hostile feeling displayed has made it necessary to grant special police protection to certain witnesses and prosecuting counsel, the latter, of course, being of Swiss nationality. The verdict will probably be delivered this week, as the public prosecutor concluded his speech last Wednesday; it may be expected that the jury will not ignore altogether extenuating circumstances, especially the violent provocation under the influence of which the crime was enacted.

THOUGHTS ON THE 11th NOV., 1923.

By "KYBURG."

Up on the lonely North Downs, where a kind Fate has allowed me to pitch my tent, the dawn of this 11th of November was of a sublime clarity and loveliness. Hills were already bathed in glorious sunshine, when the valleys could be seen but dimly, and looking down towards the far-away dwellings along the Eastbourne Road, I pictured them and their inmates, slowly awakening to the kiss of the sun, remembering when they saw the glorious morning; that it was Sunday, that the day was their own, to do with as they pleased, and feeling glad that it promised to be a day worth living in. I also pictured how many a man, many a woman would all of a sudden feel a lump in the throat when, fully awake now, they remembered, too, that this gloriously wonderful morning heralded Armistice Day.

Out in the garden, a little later, I remembered how—it seems but yesterday, although it is five years ago—I used to listen to the heavy firing from the battlefields on the Somme and in Flanders. I heard again in my memory the faint thudding, felt again the distant vibrations which, during the German push in the spring of 1918, caused our windows to rattle, and I felt again the nausea which I used to feel on those lovely spring mornings, five years ago!

And while I was listening—so terribly acute was my memory—the strains of a hymn, played by some band far away down in the valley, reached my ear and brought my mind back to Armistice Day, 1923.

Although my readers will see these lines nearly a week later, I fancy they will not mind 'Kyburg' giving them some of his thoughts on this day. Anyhow, I confess quite frankly, I could not write to-day on all sorts of different topics, as is my wont on other days. We Swiss are as deeply concerned in Armistice Day as any other nation; the consequences of the war and its results weigh as heavily on us as on some of the late belligerents; and, last, but not least, we Swiss are members of the great Brotherhood of Nations, whether we wish it, or like it, or whether we do not.

"To make the world safe for Democracy," to prove that "Right is stronger than Might," to "uphold the Sanctity of Treaties," and to "make War to End War"—those were some of the ideas and ideals which were inculcated into the young soldiers, which fired their patriotic ardour, which caused them to offer their life on the altar of Civilisation as understood by them, which made them abandon their families to the uncertain and precarious help of those who might come back and of those who could not fight.

Upon Four Years War have followed Five Years Peace, and on the 11th of November we ask ourselves whether the sacrifices have given mankind the results desired and fought for, or whether, at least, we are a little bit nearer towards their realization.

If we want to blind ourselves to the ghastly truth and find a self-satisfying answer, we can do so, of course. We have only to read the "striking article" of Lovat Fraser in the *Sunday Pictorial*, where he argues that "we have kept faith," because the war graves in France are properly kept, because we begin to see that "the Great War did breed delusions," and because "our dead did not lay down their lives in order that Germany might be favoured by us in later years at the expense of France."

On the other hand, if we are cursed with a conscience and open eyes, such arguments will obviously do no good.

Democracy has never been in greater peril than now. We have seen Italy and Spain abandoning democratic Government. We have seen other nations acquiescing, more or less openly, in Government by a Directorate, composed of One or more persons.

Might rules the European Continent. Although impoverished almost beyond rescue, our dear old Continent, up to 1914 the torch-bearer of Christian Civilisation, bears to-day the burden of even more armed soldiers—a great number of them coloured troops—than it had to bear before the Great War.

Treaties are to-day worth less, or at least not more, than before 1914. Their Sanctity is more of a pious wish than ever. My readers will have instances to bear out this contention ready in their mind.

And is there any sane man who to-day believes that the late Great War made further wars impossible? It might have done, if there had not been the Peace by which it was succeeded.

That "Peace" is breeding new wars in all directions. Never has there been a more fruitful